

Russie unie tisse sa toile

Description

Depuis quelques mois, la position russe dans son «*étranger proche*» semble connaître un certain essor auprès des élites politiques locales. Le retour de l'influence russe dans sa zone d'influence traditionnelle marque un tournant dans son approche. Le parti au pouvoir, Russie unie, mène une offensive.

Depuis les «*révolutions de couleur*» (Géorgie, Ukraine et Kirghizstan), le visage géopolitique de l'étranger proche de la Russie a changé. Le mouvement de distanciation vis-à-vis de Moscou qui a secoué certaines anciennes républiques de l'Union soviétique a provoqué un vif émoi au sein des élites politiques russes. Dans ces révolutions, Moscou voit une manœuvre des puissances étrangères, particulièrement des Etats-Unis par le biais de nombreuses fondations. La Fondation Soros est le plus souvent montrée du doigt du fait de son soutien aux mouvements étudiants opposés au pouvoir en place, comme *Kmara* (Assez) en Géorgie ou *Pora* (Il est temps) en Ukraine.



Contre cette tendance qui prend de l'ampleur, les autorités russes mènent une première contre-offensive avec le mouvement de jeunesse *Nachi* (Les Nôtres). Créé le 15 avril 2005, celui-ci opère dans l'ancien espace soviétique suivant les méthodes employées par les mouvements combattus. En outre, *Nachi* a favorisé la mise en place de liens avec les populations russophones, notamment en Estonie. En 2007, le mouvement a ainsi pris la tête d'une fronde contre le déplacement du soldat de bronze à Tallinn. Cette initiative semble n'être que le commencement d'une restructuration plus profonde des nouveaux rapports qu'on entend dessiner la Russie avec son étranger proche.

L'idéologie laisse la place au pragmatisme

La redéfinition d'une ligne politique plus claire en direction de l'étranger proche est au cœur de la réflexion menée au sein des élites politiques de Russie. Ainsi, dès 2005, le président Vladimir Poutine dans un discours national évoque l'idée d'une «politique civilisatrice» pour l'ensemble eurasiatique. Le terme n'est pas nouveau mais Moscou entend ici changer d'orientation ses relations de voisinage. Dorénavant, la vision d'un monde partagé entre amis et ennemis héritée de la guerre froide n'est plus. Seul le cadre des intérêts trace la ligne politique à tenir que ce soit dans son environnement géopolitique proche ou dans son espace lointain. L'application de ce concept passe par la modernisation des instruments formels et informels. Parmi ces instruments, la Communauté des États indépendants (CEI) est toute désignée. Selon un document conceptuel du ministère russe des Affaires étrangères, l'organisation doit servir de «soutien à l'activité des opérateurs économiques russes dans l'espace de la CEI»[1].

Mais pour Moscou, Russie unie obtient un rôle stratégique majeur pour entamer ce changement. Précisons qu'aujourd'hui, les membres du parti détiennent les postes clés des institutions politiques du pays. Et c'est Boris Gryzlov, président en exercice de la Douma et du Conseil Suprême de Russie unie depuis avril 2008, qui a la mission d'établir des relations avec d'autres leaders parlementaires à l'étranger afin de rétablir la position de la Russie dans sa zone d'influence traditionnelle.

Pour comprendre la stratégie actuelle de Russie unie, la plateforme officielle du parti est un indicateur majeur du virage pris. Ainsi, le parti prône le pragmatisme et l'anti-radicalisme, deux concepts cruciaux qui font que Russie unie se définit comme un parti de centre-droit. Cette position médiane introduit une grande flexibilité dans l'établissement de partenariats avec des groupes politiques à l'étranger[2]. Faisant preuve de souplesse sur le plan idéologique, Russie unie n'a pas de difficultés à discuter avec des partis politiques orientés plus à gauche ou plus à droite, n'exigeant d'eux que l'affichage d'une ligne pragmatique.

Russie unie ou «l'Empire contre-attaque»

Suite aux différentes évolutions, année après année, le parti au pouvoir a densifié son réseau dans l'ancien espace soviétique. Dès 2005, le parti de Vladimir Poutine obtient la signature d'un partenariat avec un parti ukrainien possédant une bonne assise parlementaire, le Parti des Régions. Son leader, Viktor Ianoukovitch, défait aux présidentielles de 2004, est le premier «poids lourd» à établir un accord de coopération avec Russie unie. Présenté comme le berceau de la civilisation russe par Moscou, l'Ukraine constitue un enjeu géostratégique important face à l'Occident. Les tensions qui se sont multipliées entre la Russie et certains de ses voisins (Géorgie, Ukraine, Estonie) ont accablé les dispositions de Russie unie à discuter avec des leaders de l'opposition dans ces pays.

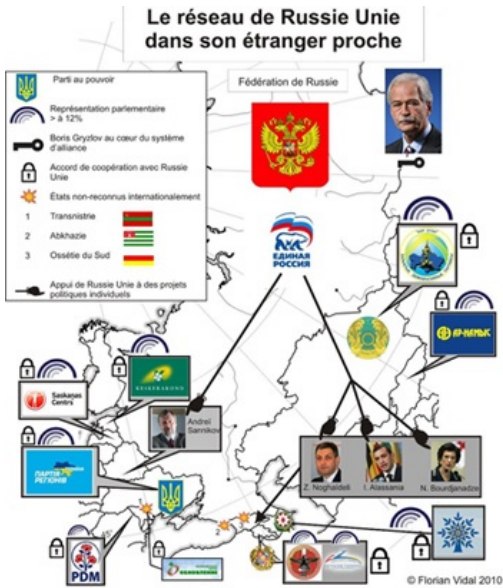
Cette diplomatie parallèle active porte ses fruits. Inconcevable il y a quelques années, la Russie peut espérer renouer avec l'espace balte, zone qui a globalement affiché son hostilité envers la Russie depuis les années 1990. Russie unie entend à présent appuyer sur les communautés russophones de la Lettonie et l'Estonie, représentant environ 30% de la population totale dans ces pays. En Lettonie, le Centre de l'Harmonie, union de partis russophones, est le partenaire désigné alors qu'en Estonie, c'est le Parti du centre estonien (PCE) qui a formé une alliance avec Russie unie. Le PCE, de centre-gauche n'a pas une image de parti russophone, mais

lors des Élections législatives de 2007, il a attiré une majorité de cette population à voter en sa faveur. Ces partenariats cadrent parfaitement avec la ligne du parti russe. Avec l'Ukraine, ces pays constituent des cibles stratégiques. Enfin, la Géorgie de Mikheïl Saakachvili, icône des révolutions de couleur canalise l'attention du pouvoir russe. Les prises de position du président géorgien ont largement agacé Moscou: son rapprochement avec l'Occident, ses accointances avec la classe politique américaine, ainsi que son ambition d'adhérer à l'OTAN ont cessé de provoquer l'ire de son grand voisin.

L'Émergence d'un leadership pro-russe

En effet, le pouvoir russe ne fait pas mystère de la ligne que représente le président géorgien dans sa stratégie de séduction. Le député de la Douma Sergueï Markov a indiqué que «*Saakachvili est un obstacle sur la voie de la normalisation des relations russo-géorgiennes.*»[3] Ainsi, Russie unie a lancé un véritable appel à candidature pour trouver un successeur au président géorgien. Le 9 mai 2010, jour de commémoration du 65e anniversaire du Jour de la Victoire, Vladimir Poutine assistait aux célébrations en compagnie de trois leaders géorgiens en rupture avec le pouvoir actuel: Nino Bourdjanadze, Zourab Noghaideli et Irakli Alassania, chacun portant un projet politique différent. Comme le rapporte *Newsweek*, la réunion des leaders de l'opposition a ouvert des discussions sur les moyens de renverser le gouvernement en place. Pour Russie unie, l'opposition géorgienne allie la Russie doit promouvoir le respect mutuel entre les deux pays. Ceci implique le rétablissement des relations économiques et politiques entre les deux pays. En outre, la Russie et ses alliés comptent sur la colère du peuple, nourrie par le repli dans une posture idéologique du gouvernement géorgien et l'absence préalable de coopération entre les deux pays.

Discuter avec les leaders d'opposition, sur la base d'intérêts réciproques est la nouvelle nature des relations qu'entend nouer la Russie avec son voisinage. Russie unie s'active sur tous les fronts. Les gouvernements de l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, deux États autoproclamés et reconnus par Moscou, bénéficient de toute l'ingénierie institutionnelle et politique que peut offrir Russie unie. Ce dernier offre également une aide financière substantielle. La situation de la Transnistrie est différente puisque son président Igor Smirnov n'a plus les sympathies du Kremlin. La posture dictatoriale du «shérif de Tiraspol» a lassé Russie unie qui lui préfère désormais un nouveau partenaire plus fréquentable, le parti Renouveau (*Obnovliene*). Dès novembre 2007, un partenariat est signé. Côté russe, Konstantin Kossatchev, chargé des questions internationales et interpartis, est explicite: «*La signature marque le développement des relations entre la Russie et la Transnistrie[?!] et contribuera à résoudre la situation dans la région.*»[4]



En septembre 2010, une nouvelle vague de signatures de coopération intervient. B.Gryzlov appose sa signature en compagnie de Marian Lupu, leader du Parti démocrate de Moldavie, suivi une semaine après par Félix Koulov qui dirige le parti kirghiz Dignité (Ar-Namys). En somme, ces accords interpartis constituent un levier d'influence pour le Kremlin dans la politique domestique des pays en question en vue des prochaines échéances électorales.

Les fruits d'une reconquête

L'esquisse d'un retour en force de l'influence russe dans les anciennes républiques soviétiques se manifeste ainsi par un recul des bastions anti-russes. Les deux partis soutenus dans les pays baltes tiennent d'ailleurs les conseils municipaux des capitales, Riga et Tallinn. L'Ukraine est un autre symbole de cette stratégie avec l'élection le 7 février 2010 de Viktor Ianoukovitch à la présidence. Une victoire qui constitue une belle revanche pour la Russie une belle revanche sur les mouvements anti-Kremlin.

Plusieurs facteurs expliquent ce retour. Tout d'abord des éléments conjoncturels ont facilité le succès électoral des partis soutenus par Moscou. Parmi ceux-ci, la crise économique a été un élément déterminant notamment dans les pays baltes, où sa sévérité a catalysé le rapprochement et où l'idée d'une coopération accrue avec le voisin russe est imposée. Russie unie et ses partenaires soulignent partout avec vigueur les bénéfices économiques potentiels d'une coopération avec la Russie. Le communiqué de Russie unie sur son partenariat avec le parti kirghiz Dignité est explicite: «L'accord interpartis oblige les parties à promouvoir une coopération équilibrée et mutuellement avantageuse entre la Russie et le Kirghizstan dans la sphère économique, créer des conditions favorables à l'entrepreneuriat, l'investissement et la science».[5]

L'assurance russe se permet de marginaliser le président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko. Si les relations qu'il entretient ce dernier avec V.Poutine n'ont jamais été tristes, celles avec Dmitri Medvedev sont exécrables. Le refus de Minsk de reconnaître les indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ont scellé le divorce entre les deux pays. Selon les dires d'Igor Bounine, du Center of Political Technologies: «La Russie est tellement fatiguée de Loukachenko et cherche un leader «d'appoint» pour le remplacer.

À»[6] Pour la première fois, Moscou soutient officiellement un candidat de l'opposition en vue des élections présidentielles du 19 décembre 2010, Andreï Sannikov qui a pourtant les faveurs des organismes biélorusses pro-européens en qui le Kremlin voit une personnalité prenant en considération les intérêts russes. Cette idée d'aplatir aux milieux conservateurs russes qui considéraient cette démarche comme une source d'instabilité mais globalement, les changements régionaux ont amené le pouvoir russe à relativiser l'importance de Loukachenko.

Empruntant la voie de la *Realpolitik*, Russie unie évite toute posture idéologique radicale. Ses partenaires, triés sur le volet, doivent concilier modernisme politique, respect des intérêts réciproques et intégration économique. Par le biais de ses partenariats à l'extérieur du pays, le parti prône une image positive de l'action de la Russie au sein de son étranger proche. Face à l'Occident, le Kremlin a donc élaboré une stratégie efficace pour ses desseins géopolitiques. En soutenant matériellement et humainement ses partenaires, le parti au pouvoir en Russie entend retirer à terme tous les bénéfices économiques et politiques de ce *soft power*.

Notes :

[1] Robert Coalson, «Kremlin's ruling party boosts ties across the former Soviet Union», RFE/RL, 29 octobre 2010.

[2] L'accord de coopération avec *Kadima* (En avant), parti centriste israélien, et l'ouverture d'une représentation en Israël se sont inscrits dans cette perspective.

[3] Owen Matthews & Anna Nemtsova, « Russian pay back », *Newsweek*, 13 mai 2010.

[4] «Edina Rossia podpisala soglachenie s pridnestvorskoi parti Obnovlenie» (Russie unie a signé un accord avec le parti transnistrien Obnovlenie), D'opache du site Internet de Russie unie, 26 novembre 2007.

[5] «Edina Rossia podpisala soglachenie s Ar-Namys» (Russie unie a signé un accord avec Ar-Namys), D'opache du site Internet de Russie unie, 22 septembre 2010.

[6] op.cit. note 3.

Source photo : www.edinros.ru

* Florian VIDAL est diplômé de Relations internationales de l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

date création

15/12/2010

Champs de Métier

Auteur-article : Florian VIDAL*